

Organized Crime and Corruption Reporting Project

[Traduction non officielle]

Le sort des espèces de bois de rose de Madagascar menacées d'extinction

Par Khadija Sharife et Edward Maintikely, 17 Août 2018

À Madagascar, les négociants en bois de rose sont des faiseurs de rois, abattant non seulement les arbres, mais aussi les gouvernements. A travers des enquêtes secrètes, des journalistes ont découvert comment ils gagnent des millions en faisant la contrebande du bois de rose, une espèce rare, à destination de la Chine.

L'île de Madagascar — quelquefois appelée le « huitième continent du monde » — est un paradis pour les naturalistes. Plus de 80 % de sa flore et de sa faune n'existe nulle part ailleurs sur la planète.

Au nombre de ces espèces rares figurent deux variétés de bois de rose menacées d'extinction. Comme d'autres membres de la famille des *Dalbergia*, le bois de rose de Madagascar à croissance lente est réputé pour son essence odorante et ses tons rouge ardent, et particulièrement prisé dans l'ameublement de luxe.

Il n'en reste pas moins que les arbres de bois de rose de Madagascar sont menacés d'extinction. Nombre d'entre eux poussent dans des localités sous-développées telles que la région de la Sava, au nord-est de l'île, où l'exploitation forestière est l'une des rares sources fiables de revenu. Saïd Gilbert, un ancien bûcheron de bois de rose, indique qu'il y gagnait de deux à trois dollars en abattant deux arbres par jour.

Il essaie simplement de survivre. Toutefois, alors que les locaux comme lui font tout ceci pour du riz et de la viande de brousse, les arbres tricentenaires qu'ils abattent génèrent des milliers de dollars de profit pour des hommes d'affaires du pays et de l'étranger.

La plupart des bûcherons ne rencontrent jamais les financiers, courtiers et acheteurs qui négocient le bois, lequel est tellement convoité que son prix atteint de 20 000 à 25 000 dollars la tonne. Il est également peu probable qu'ils voient un jour le produit fini — essentiellement du mobilier haut de gamme pour les membres de plus en plus nombreux de l'élite chinoise.

La coupe du bois de rose à Madagascar est un business juteux. Selon des estimations datant de 2013, l'exportation illégale de bois exotique depuis l'île cette année-là, essentiellement du bois de rose, a représenté de 250 à 300 millions de dollars. Depuis lors, il y a eu peu de chiffres fiables.

On ne trouve pas non plus de statistiques portant sur l'ampleur des destructions touchant la forêt. Et pourtant la déforestation massive, autant attribuable à l'exploitation agricole qu'à l'abattage des arbres, est bel et bien une réalité. À titre d'exemple, des documents confidentiels que les journalistes ont pu obtenir révèlent que 80 % des lémurien habitant dans la forêt, la seule population de cette espèce à l'échelle mondiale, ont disparu.

Tout ce qui concerne le business du bois de rose, depuis l'abattage jusqu'à l'exportation, est illégal en vertu des règlements internationaux sur les espèces menacées d'extinction.

Malgré cela, au lieu de protéger ses ressources naturelles, le gouvernement malgache est de connivence avec les magnats du bois qui profitent de ce commerce illégal.

Pour en savoir plus, les journalistes de l'OCCRP (*Organized Crime and Corruption Reporting Project*) ont parlé avec des habitants, ont examiné des documents gouvernementaux confidentiels et ont enquêté secrètement, en se faisant passer pour des représentants d'un acheteur chinois.

Leur enquête rassemble les informations éparses sur le commerce du bois de rose, sur la manière dont il est protégé par de puissants initiés et sur la manière dont ses opérateurs échappent à la détection. Par exemple, les journalistes ont découvert que parfois le bois de rose quitte Madagascar dissimulé en vanille, l'autre principale culture commerciale de l'île et qui n'est pas réglementée.

Entretiens, le gouvernement semble peu disposé à identifier ne serait-ce que l'ampleur du commerce illégal du bois de rose de l'île, sans même parler d'essayer d'y mettre un frein.

En conséquence, les forêts sont dévastées et des précieux arbres sont expédiés par milliers juste pour enrichir un cercle restreint de profiteurs qui ne laissent que des miettes aux bûcherons qui les abattent.

Pas de calme après la tempête

La destruction des forêts luxuriantes de Madagascar joue un rôle crucial dans le paysage politique du pays.

Depuis l'obtention de son indépendance de la France en 1960, ce pays de 25 millions d'habitants a été essentiellement dirigé par les Merina, l'ethnie la plus importante. Le président Marc Ravalomanana, un Merina, était à la tête du pays pendant la plus grande partie des années 2000. Même si son mandat a été marqué par une certaine croissance économique, l'exaspération du public touchant à la corruption endémique et aux inégalités de revenu couvait.

Cette colère a éclaté sous la forme de violentes manifestations dans des régions telles que la Sava, qui compte un vaste littoral ainsi que des parcs nationaux aux forêts denses, mais où le niveau de développement est limité. Ce sont les bastions des « magnats du bois », des

hommes d'affaires bien en vue qui pratiquent l'exportation illégale du bois de rose depuis des années.

Le commerce a commencé à grimper en flèche vers 2007, année durant laquelle une série de tempêtes et de cyclones a dévasté les forêts de Madagascar. Certains négociants ont saisi cette occasion pour affirmer que leurs stocks provenaient d'arbres abattus par des causes naturelles plutôt que par l'exploitation forestière illégale. Le président Ravalomanana a tôt fait de céder à leurs exigences, en dispensant de restrictions 13 des négociants liés aux réseaux les mieux informés, en leur accordant des licences d'exportation pour le bois « tombé » ou abattu à l'occasion de catastrophes naturelles.

Un essor fulgurant des exportations en a résulté. Entre 2009 et 2010, des autorisations d'exportation ont été accordées pour plus de 1 500 conteneurs de bois, d'une valeur estimée à plus de 150 millions de dollars, en violation des règlements internationaux.

Certains des négociants ont accumulé des fortunes considérables. Certains sont même devenus des faiseurs de rois, contribuant à financer un coup d'État militaire en 2009 qui a renversé le président Ravalomanana. Andry Rajoelina, l'ancien maire d'Antananarivo, la capitale du pays, est arrivé au pouvoir en tant que chef du gouvernement provisoire.

Sous sa direction, le commerce s'est tellement répandu qu'une proposition de résolution de l'UE a fait état de la découverte d'une « vaste réserve inexploquée de rondins de bois de rose... entreposée dans le palais présidentiel ».

Parmi les responsables chargés par le gouvernement de la surveillance de ce commerce, figurait le ministre des Finances Hery Rajaonarimampianina, qui a autorisé les exportations de bois prétendument abattus par les tempêtes. Lorsque le gouvernement provisoire a été dissous en 2014, Hery Rajaonarimampianina a pris la présidence de la République et continue d'exercer cette fonction à ce jour.

La fortune et la puissance des magnats du bois n'ont fait que s'accroître après son accession au pouvoir, et la classe politique du pays demeure étroitement liée au secteur de l'exploitation forestière.

Certains négociants siègent même au parlement. À titre d'exemple, Jean Laisoa, l'ancien collecteur de fonds en vue du financement des campagnes du président, représente sa région natale de la Sava à l'Assemblée Nationale et siège dans des comités chargés de la surveillance des ressources naturelles et du contrôle des finances et du corps judiciaire. Jean Laisoa est décrit comme un négociant de premier plan en bois de rose dans un document confidentiel du gouvernement consulté par les journalistes. Interrogé dans le cadre du présent article, il a refusé de commenter sa qualité d'« opérateur de bois de rose et homme politique ».

D'après Mamy Rakotoarijaona, directeur des opérations de Madagascar National Parks (MNP), le personnel qui est censé préserver les forêts ne dispose ni des ressources ni du poids

politique lui permettant de faire jeu égal avec des intérêts aussi puissants. Il a indiqué que quelques agents non armés, ne disposant même pas du pouvoir d'arrêter les bûcherons illégaux, constituent la seule protection des forêts tropicales majeures, ajoutant que cela peut prendre des jours avant que les renforts n'arrivent lorsque les trafiquants viennent dans ces régions reculées.

Entretemps, le gouvernement Rajaonarimampianina semble déterminé à légaliser le commerce du bois de rose.

En août 2017, il a préparé un plan opérationnel à proposer à la CITES (*Convention on International Trade of Endangered Species* - Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction), à l'occasion de sa réunion annuelle, qui s'est tenue l'hiver de cette année à Genève. Ce plan visait à autoriser l'exportation de centaines de milliers de rondins de bois de rose stockés, dans le but de générer des fonds permettant de protéger les forêts tropicales du pays.

ENCADRÉ : Tenir une promesse

La CITES est une convention internationale en vigueur depuis 1975. Son but primordial est de veiller à ce que le commerce des ressources naturelles et de la vie sauvage ne mette pas en péril l'écosystème fragile ou la faune qui en dépend. Les gouvernements participent à la CITES à titre volontaire, mais les règlements sont légalement contraignants. Diverses espèces de bois de rose (du genre *Dalbergia*) sont protégées en vertu des accords CITES. Depuis 2013, la CITES a interdit tout commerce de bois de rose en provenance de Madagascar.

Il y avait juste un problème : d'autres membres de la CITES, tels que les États-Unis, ont soulevé la question de savoir comment les rondins stockés abattus par les tempêtes pouvaient être distingués de ceux abattus par les bûcherons illégaux.

En effet, l'analyse de la manière dont le gouvernement Rajaonarimampianina a préparé le sommet de la CITES a suggéré jusqu'à quel point la surveillance exercée par le gouvernement sur les stocks de bois de rose de Madagascar était inadéquate.

Les journalistes ont appris que quelques semaines avant la réunion, l'organe de coordination interministérielle du gouvernement avait dépensé 250 000 dollars pour effectuer un audit de quelque 300 000 rondins stockés. Il s'agissait du bois dont ils avaient espéré convaincre la CITES d'autoriser la vente.

Toutefois, d'après un document confidentiel du gouvernement, « seuls dix des 101 propriétaires de stocks comptabilisés ont permis aux inspecteurs d'accéder à leurs locaux ».

Les propriétaires défendent avec zèle leurs précieux rondins, payant des agents de sécurité privés — voire même parfois des policiers — 80 à 100 dollars par mois pour surveiller le bois.

Le rapport précise « qu'en réalité, la plupart de ces rondins stockés échappent au contrôle du gouvernement ».

Il est probable que le gouvernement ne dispose même pas de chiffres fiables sur le nombre de rondins. Les gendarmes stationnés dans la Sava, les négociants en bois de rose ainsi que les responsables gouvernementaux ont tous indiqué aux journalistes que les sociétés d'exploitation forestière surestimaient régulièrement leurs stocks — peut-être pour faire en sorte que des rondins supplémentaires puissent y être ajoutés ultérieurement.

En plus de cela, un document gouvernemental révèle que les 101 propriétaires dont les stocks sont officiellement comptabilisés ne représentent qu'environ un tiers de ceux dont l'existence est connue.

De la forêt à la mer

Pour observer comment fonctionne le commerce du bois de rose, les journalistes ont créé une société chinoise fictive dénommée Imperial Africa Trading, opérant à partir d'un paradis fiscal situé aux Émirats arabes unis (EAU). Se faisant passer pour ses représentants, ils se sont entretenus avec un négociant en bois de rose connu comme étant le « grand patron » qui utilise un réseau de sociétés sur l'île.

Le négociant, dont l'anonymat est conservé pour des raisons de sécurité, a expliqué que 80 % du bois de rose exporté par son réseau — presque entièrement à des clients asiatiques — provenait directement de coupes dans la forêt, plutôt que de stocks existants.

Il précise que les coupes récentes sont préférables, parce que les rondins stockés portent fréquemment la marque du temps ou des traces de peinture indiquant qu'ils ont été recensés par les autorités.

Ses clients paient environ 40 % du prix à l'avance. Ceci assure que son réseau a des finances assez solides pour obtenir les rondins et les acheminer jusqu'au port.

Le prix total est déterminé non seulement par la qualité intrinsèque du bois de rose, mais également par le risque impliqué. Il peut diminuer de moitié ou même être divisé par quatre si les acheteurs disposent d'une protection locale ou d'une relation puissante sur le plan politique pour garantir l'expédition. Et c'est le cas de nombreux clients asiatiques — démontrant leur niveau d'infiltration dans l'économie malgache et sa classe politique.

Le négociant a également proposé un mode de paiement alternatif, plus secret, sous lequel les acheteurs peuvent faire des virements sur le compte de Mercathon Capital, société immatriculée de courtage en matières premières et d'investissement (la société n'a pas répondu aux demandes de commentaires qui lui ont été adressées séparément).

Une fois exporté, le bois de rose de Madagascar n'arrive pas directement en Asie. Il est plutôt expédié à travers d'autres destinations - et le négociant était ravi de passer en revue les options.

L'une des possibilités est d'utiliser des ports plus importants, par exemple à l'île Maurice, ou celui de Mombasa, au Kenya. Étant donné que ces emplacements sont relativement bien équipés en matière d'inspection des cargaisons, l'existence de réseaux locaux complices s'avère nécessaire pour empêcher leur détection.

Une autre option, d'après le négociant, consiste à envoyer le bois vers de plus petits « ports obscurs » dans les îles proches de l'océan Indien telles que la Réunion, Mayotte et les Comores, où il peut être plus facilement transféré vers d'autres navires et où son pays d'origine peut être dissimulé.

Environ 40 % des négociants immatriculés en bois de Madagascar mentionnent Maurice comme étant la destination de leur bois. Toutefois, d'après les données des Nations Unies sur le négoce de matières premières, presque rien n'indique que le bois y soit physiquement arrivé. L'île est un paradis fiscal et par conséquent constitue un site idéal pour la réexportation de marchandises vers d'autres destinations.

Faire quitter le bois de rose de l'île

Mais, pour commencer, comment le bois de rose interdit d'exportation quitte-t-il Madagascar ?

Le négociant en bois de rose a expliqué que les trafiquants préféreraient utiliser les ports plus petits de l'île qui ont des capacités limitées en matière de surveillance des expéditions. En réalité, les navires de gros tonnage n'ont pas du tout besoin d'entrer dans les ports de Madagascar. Au lieu de cela, de plus petits bateaux peuvent être employés pour y transférer les rondins, évitant ainsi la nécessité de déclarer la cargaison et d'enregistrer les navires entrant dans le port.

Ndranto Razakamanarina, président de l'Alliance Voahary Gasy, la plus importante ONG environnementale de l'île, a confirmé ce point, ajoutant que le fait que les bateaux privés appartiennent aux réseaux de trafiquants rend difficile l'obtention d'informations sur le commerce.

Par ailleurs, un propriétaire d'un stock de 200 tonnes de bois de rose (environ 10 conteneurs) a indiqué aux journalistes que plusieurs magnats du bois possédaient ou contrôlaient leurs propres sociétés d'expédition, ce qui facilite la préservation du caractère secret du commerce.

Quelle que soit la société qui est utilisée, la contrebande de bois de rose est une activité risquée une fois que les conteneurs parviennent en haute mer. Si des autorités étrangères saisissent le bois, les contrebandiers perdent leur investissement, sans perspective de recouvrer leur argent. Toutefois, Ndranto Razakamanarina indique que ces problèmes ne

commencent que hors de Madagascar.

Sur l'île elle-même, leurs connexions les mettent à l'abri d'un examen minutieux. « Tout ce dont vous avez besoin, c'est d'un ami haut placé », a-t-il précisé aux journalistes. « Un simple appel au bureau de la présidence, et c'est le train-train habituel. »

Quant au point de départ préféré du trafic, le négociant a recommandé Vohémar, un petit port de la Sava, plutôt que la ville portuaire plus importante de Toamasina (également appelée Tamatave). Il a ajouté que pour assurer une expédition sans encombre, ses contacts dans « la police, l'armée, les douanes » et auprès des « dirigeants régionaux » concernés doivent être informés de la date de l'opération et payés en conséquence.

Cependant, même dans les ports plus importants, les autorités ont du mal à conserver une trace de ce qui entre ou sort du port.

Nombre de ports de Madagascar n'ont quasiment aucune capacité de surveillance du trafic maritime, selon une source qui travaille à Toamasina. En outre, même si les installations y sont parmi les meilleures de l'île, elles sont encore limitées.

Les antennes du port, conçues pour capter les signaux émis par les navires approchant, couvrent une superficie limitée. Si les navires éteignent leurs transpondeurs, les antennes, procurées par la SGS, des spécialistes suisses de l'inspection, ne peuvent pas détecter si un navire est entré dans les eaux portuaires.

Toutefois, les autorités portuaires ont affirmé aux journalistes que Toamasina était sous leur contrôle et que 100 % des navires qui quittent le port étaient vérifiés. En 2006, le gouvernement a lancé un partenariat public-privé avec la SGS en vue d'améliorer le scannage des conteneurs d'exportation, en plus du recours à des inspections physiques plus rigoureuses.

C'est un début, mais il est clair que c'est insuffisant. Le bois de rose de Madagascar continue son périple loin des forêts d'où il provient.

L'une des techniques utilisées par les négociants est de dissimuler les exportations de bois de rose sous la forme de cargaisons de vanille, l'une des exportations légales les plus lucratives de l'île. Le négociant en bois de rose qui s'est entretenu avec les journalistes infiltrés a suggéré précisément cette méthode, recommandant l'utilisation d'un exportateur d'épices du nom de Girovani.

Il a expliqué que lorsque le bois était expédié, « la [valeur de la] cargaison était étiquetée comme correspondant "à de la vanille de très haute qualité et à des frais de service élevés" sur le formulaire de déclaration douanière d'exportation » et que la cargaison devrait éventuellement inclure une certaine quantité de vanille authentique.

Là où les profits sont les plus juteux

Interrogés directement à ce propos par les journalistes, les responsables de Girovani ont nié toute implication dans le commerce du bois de rose, qualifiant toutes les allégations de « fiction complète », et ont affirmé que « cette marchandise [le bois de rose] n'existait même pas ». Quelques minutes plus tard, la société a fermé son compte de messagerie électronique.

Pourtant, dans une lettre envoyée aux journalistes infiltrés, Girovani avait de fait confirmé le conseil donné par le négociant : « Nous déclarons que nous pouvons garantir l'exportation des marchandises ... sous l'étiquette officielle de vanille », peut-on y lire. « Le produit réel expédié au client sera naturellement celui évoqué par courrier [le bois de rose]. »

Pourquoi la vanille ?

Plus de 70 % de la vanille produite dans le monde provient de Madagascar, et la plus grande partie de celle-ci vient de la région de la Sava. Les colonisateurs français y ont créé des plantations qui approvisionnent aujourd'hui les chefs cuisiniers, les restaurants et les confiseurs du monde entier.

Les catastrophes naturelles qui ont ravagé les forêts de l'île n'ont pas épargné ses plantations de vanille. La « crise de la vanille » de Madagascar a fait la une de la presse internationale et, selon les informations relayées par les médias, le prix moyen du kilo de gousse de vanille est monté en flèche, passant de 20 à 600 dollars. Sa valeur sur le marché international se rapproche à présent de celle de l'argent.

D'après certaines informations, comme pour le bois de rose, les profits tirés de la vanille sont engrangés par une clique d'hommes d'affaires, et non par les agriculteurs qui la récoltent.

Les négociants en bois de rose ont indiqué aux journalistes que certains d'entre eux étaient désormais passés du commerce de stocks de bois de rose à celui de la vanille, tout aussi lucratif mais comportant bien moins de risques.

Toutefois, les deux activités ne sont pas réellement distinctes, comme une lettre du président Rajaonarimampianina l'établit clairement.

Dans le document, que les journalistes ont obtenu, Hery Rajaonarimampianina — alors ministre des Finances — demande au directeur de l'Association professionnelle des Banques de Madagascar de rouvrir les comptes clôturés des négociants et financiers illégaux du bois de rose de la région de la Sava, avertissant qu'un refus aurait des « conséquences désastreuses » pour l'économie locale.

Il explique que « la plupart [des négociants en bois de rose] sont également des exportateurs de vanille, et contribuent de manière importante au financement de la collecte chaque saison ».

Il précise que le blocage de leurs comptes serait fatal pour le commerce de la vanille, et conclut qu'il serait reconnaissant envers les banques « si elles pouvaient mettre à leur disposition les comptes en banque nécessaires aux activités [des financiers du bois de rose] ».

En substance, il admet dans sa lettre que les intermédiaires dans le commerce de la vanille sont également impliqués jusqu'au cou dans le commerce illégal du bois de rose.

« Il est impossible de déterminer si l'argent provient de la vanille ou du bois de rose, étant donné que les deux activités sont imbriquées », explique le négociant possédant un stock de 200 tonnes de bois de rose, en précisant que « la plupart [des négociants en bois de rose] » sont impliqués dans les deux commerces.

Ce n'est donc pas par hasard si Maurice, la destination présumée d'une quantité importante d'exportation de bois de Madagascar, est également une destination de transit majeure pour la vanille.

Appétits chinois

Il y a une raison pour laquelle les journalistes infiltrés ont choisi de se faire passer pour une société chinoise. L'élite de ce pays paie des fortunes pour se procurer du mobilier de luxe connu sous le nom de *hongmu*, souvent finement sculpté dans le style des dynasties impériales chinoises.

Selon les informations rapportées, un cadre de lit en bois de rose se négocie à plus de 1 million de dollars. Étant donné que le commerce du bois de rose n'est pas illégal pour toutes les espèces, le terme chinois ambigu « 紅木 » (« Bois de rose ») apposé sur le produit fini évite d'attirer l'attention.

La ruée vers le bois de rose a atteint les côtes de l'Afrique, vu que les forêts de bois de rose de l'Asie du Sud-est, jadis protégées, ont fait l'objet de coupes méthodiques et discrètes en vue de répondre à la demande chinoise. En 2012, près de 60 % des importations chinoises de bois de rose provenaient du continent.

« Les Chinois envoient quelqu'un pour me parler », explique un propriétaire de stocks aux journalistes. « Entre nous et les Chinois il y a un Malgache [originaire de Madagascar] qui reçoit une commission en tant qu'intermédiaire. » Il ajoute que de telles opérations « sont financées par des capitaux étrangers ».

Après avoir quitté Madagascar et après avoir été expédié à travers les petites îles situées dans l'océan Indien, le bois est acheminé vers diverses destinations de l'Asie du Sud-est avant d'atteindre la Chine. Certains de ces pays, comme Hong Kong et Singapour, sont des paradis fiscaux opaques. D'autres comme la Birmanie, le Laos et le Vietnam, sont notoirement laxistes en matière de contrôle du commerce maritime.

Quand le silence rapporte gros

Au début du mois, le gouvernement de Madagascar a créé un tribunal spécial chargé d'enquêter sur le trafic de bois de rose, une initiative qualifiée par certains d'authentique et par d'autres d'opportuniste.

Entretemps, le harcèlement et les arrestations de militants de la cause environnementale vont bon train : en ce mois de juin, un tribunal a reconnu coupable et a condamné à une amende Christopher Magnenjika, accusé de « rébellion » et d'insultes envers des dirigeants locaux. Christopher Magnenjika est un activiste au sein de Lampogno, une ONG du nord-est du pays qui lutte contre le trafic des ressources naturelles.

« Il existe une ressemblance frappante entre le cas de Christopher et celui d'autres activistes de la cause environnementale à Madagascar, qui ont également été confrontés à des accusations de 'rébellion' à titre d'excuse pour les faire taire », a indiqué dans un communiqué Makmid Kamara, l'un des directeurs d'Amnesty International.

En revanche, comme l'a expliqué aux journalistes Ndranto Razakamanarina, président de l'Alliance Voahary Gasy, après que son organisation ait démasqué des magnats du bois de rose, les accusés ont au contraire pu régler le problème simplement en donnant quelques coups de téléphone à des personnalités politiques influentes.

Roger Pierre Ralala, Secrétaire général de la Présidence de la République, ainsi que des représentants du bureau du Premier ministre, ont ouvert les courriels des journalistes leur demandant de commenter cet article, mais n'y ont pas répondu. D'autres responsables de premier plan ont refusé de commenter officiellement.

ENCADRÉ : Des élections très disputées se profilent

Plusieurs négociants en bois, ainsi que des responsables du ministère de l'Environnement qui ont choisi de s'exprimer sous le couvert de l'anonymat, ont affirmé aux journalistes qu'ils s'attendaient à une augmentation du trafic de bois de rose avant les élections du mois de novembre.

Dans une situation où Andry Rajoelina a déclaré sa candidature et où l'ancien président Ravalomanana a également indiqué qu'il envisageait de se présenter, cette élection pourrait être âprement disputée.

L'actuel président Rajaonarimampianina prend pour cible avec une intensité accrue les bailleurs de fonds de l'opposition, tels que le millionnaire Mamy Ravatomanga (qui lui-même a été impliqué dans le trafic de bois de rose, bien qu'il ait toujours proclamé son innocence).

Toutefois, le président paraît en perte d'influence. La Cour constitutionnelle de Madagascar a récemment statué sur la nomination d'un nouveau premier ministre pour superviser le gouvernement jusqu'aux élections. La décision de la Cour a suivi une demande présentée par 53 parlementaires en vue de la démission du président, après que plusieurs manifestants ont été tués par les forces de sécurité pour s'être opposés aux nouvelles lois électorales, lesquelles, selon les affirmations des critiques, favorisent Hery Rajaonarimampianina.

Entretemps, la vie poursuit son chemin pour les habitants de la province de la Sava, où Said Gilbert subsistait autrefois péniblement au moyen de la coupe du bois de rose. Effrayé par les liens avec la criminalité et l'illégalité du commerce, il indique avoir changé de travail.

Dans les villages de Madagascar, il est difficile d'y parvenir.

Pour le militant de la lutte contre la corruption Ndranto Razakamanarina, la répression exercée contre l'abattage illégal du bois de rose n'aura qu'un impact limité tant que les pouvoirs publics ne développent pas les zones rurales de Madagascar et n'offrent aux citoyens de meilleures perspectives.

« L'histoire a montré que les dirigeants qui se succèdent ne peuvent se défaire des liens qu'ils ont établis avec les groupes mafieux qui ont contribué à leur carrière dans la politique et qui les maintiennent au pouvoir », dit-il en laissant échapper un soupir. « Cela fait longtemps qu'ils ont déjà bradé les ressources du pays. »

Stevan Dojcinovic a également contribué à ce reportage.